

L'eau et l'assainissement sont un droit humain			
Date	19/06/2013	Numéro	2013 - 049
Origine	Alain Parisot		
Destinataires	Fédérations de l'UNSA Fonction publique		
Liens rapides	Initiative citoyenne européenne de la FSESP « L'eau est un droit humain » http://www.right2water.eu/fr		

Essentiel : déjà 1,6 million de signatures, dernière ligne droite pour atteindre 2 millions !

L'UNSA Fonction publique, affiliée à la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP) qui regroupe 275 organisations syndicales et représente 8 millions de salariés du secteur public, relaie à ce titre les campagnes et actions notables initiées par la FSESP pour influencer sur les choix opérés, et revendiquer au niveau européen.

A ce titre, elle soutient l'initiative citoyenne européenne (ICE¹) « L'eau et l'assainissement sont un droit humain! L'eau est un bien public, pas une marchandise ! », lancée en 2012, qui invite la Commission européenne à proposer une législation qui fasse du droit à l'eau et à l'assainissement un droit humain au sens que lui donnent les Nations unies, et à promouvoir la fourniture d'eau et l'assainissement en tant que services publics essentiels pour tous.

Votre attention a d'ailleurs été attirée sur cette démarche à l'occasion d'instances de l'UNSA Fonction publique.

Il est à noter qu'elle ne présente pas d'incompatibilité avec les services publics de l'eau et de l'assainissement en France, souvent concédés à de grandes entreprises françaises au sein desquelles les salariés, parfois syndiqués UNSA, défendent leurs emplois.

Le 9 Septembre 2013, l'ICE «L'eau est un droit humain! » cessera de recueillir des signatures et les remettra aux autorités nationales, pour validation, cette même semaine. Avec plus de 1,6 million de signatures recueillies à ce jour, l'objectif de 2 millions est à portée de main. Cette initiative est la première en Europe qui va réussir et il est important que l'UNSA Fonction publique y prenne toute sa place.

Les derniers chiffres nationaux et le nombre minimum de signatures requis par pays peuvent être consultés sur la page : <http://www.right2water.eu/fr/node/37>

Les seuils ont été franchis en Allemagne, Autriche, Belgique, Slovénie, Slovaquie, Lituanie, Finlande, Luxembourg, Grèce, Espagne et Pays-Bas. En France, nous sommes loin du compte.

La FSESP demande à ses affiliés un dernier effort pour promouvoir l'ICE "L'eau est un droit humain!".

En effet, en recueillant plus de signatures, plus forte sera la pression sur la Commission européenne pour que les propositions de la FSESP soient prises en compte dans la législation européenne.

Le site internet dédié <http://www.right2water.eu/fr> vous permettra d'accéder à toutes les informations liées à cette campagne comme aux formulaires de signature et, naturellement, à la page de signature en ligne puisque les signatures peuvent être recueillies en ligne dans les conditions propres aux ICE comme sous forme papier².

Comptant sur votre engagement, l'UNSA Fonction publique vous invite à vous mobiliser et donc à relayer au mieux cette opération auprès de vos syndicats, adhérents, sympathisants et contacts comme sur vos sites internet ou à travers vos réseaux sociaux. Ainsi, dans les dernières semaines permettant les signatures, la France pourrait, à défaut d'atteindre le seuil requis, s'approcher de cet objectif.



¹ L'initiative citoyenne européenne a été instaurée par le traité de Lisbonne (voir <http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/basic-facts>)

² Le règlement relatif à l'initiative citoyenne européenne garantit que toutes les parties concernées — organisateurs, États membres et Commission européenne — assurent pleinement la protection des données à caractère personnel lors de l'organisation et du suivi d'une initiative.